



**REVUE DE PRESSE**  
MERCREDI 04 FÉVRIER - CVM 002/02/2026

# RDC

## **SÉCURITÉ ET POLITIQUE EN RDC : ENTRE REPRISE DES FORCES DE L'ORDRE ET TENSIONS PRÉ-DIALOGUE**

Après plusieurs semaines marquées par l'occupation d'Uvira par le mouvement rebelle AFC-M23/RDF, la Police nationale congolaise a repris ses positions dans la ville, renouant avec ses missions de maintien de l'ordre, rapporte L'AVENIR. Pendant ce temps, une centaine de jeunes de la chefferie de Bwito, dans le territoire de Rutshuru, sont portés disparus depuis le 31 janvier, après une opération du M23 à Bambo, selon LE PHARE. La société civile et la communauté internationale dénoncent ces disparitions comme une grave violation des droits humains, qui alimente l'exode de la population (INFOS27). Sur le plan politique, le dialogue national en RDC demeure tendu : le Cadre de concertation des forces politiques rejette les conditions fixées unilatéralement par le président Félix Tshisekedi (AFRICANEWS), tandis que Denis Mukwege insiste sur la fin des agressions rwandaises comme préalable à toute discussion (INFOS27). La situation urbaine à Kinshasa reste fragile, entre contrôle administratif controversé et résurgence des kidnappings nocturnes (LA PROSPERITE, LA TEMPÊTE DES TROPIQUES).

**Politique**  
**Social**  
**Sécurité**



# Presse Écrite

## Politique et Sécurité

Après des semaines d'occupation de la ville par l'AFC-M23/RDF, la police congolaise reprend position à Uvira.



Selon *L'Avenir*, la Police nationale congolaise a renoué hier mardi avec ses missions à Uvira.

Une centaine de personnes, majoritairement des jeunes garçons et filles de la chefferie de Bwito dans le territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu, sont portées disparues depuis samedi 31 janvier.



Selon un communiqué du Conseil territorial local de la jeunesse, consulté par **LE PHARE**, ces habitants ont été arrêtés puis emmenés vers une destination inconnue, le même jour à Bambo, après un bouclage organisé par le mouvement rebelle AFC/M23.

Pas question, pour Félix Tshisekedi, ajoute *"Potentiel"*, d'inviter à la table de la République ceux qu'il accuse de nourrir la rébellion armée, au premier rang desquels son prédécesseur Joseph Kabila, Corneille Nangaa et Bertrand Bisimwa.

Félix Tshisekedi jette au feu le Pacte social de la CENCO-ECC, constate de son côté *La Prospérité*.



Selon le Président Félix Tshisekedi, « si ce dialogue devait se tenir, il se déroulerait sur le sol national et serait conduit et organisé par les institutions de la République »... Une mise au point tranchante qui enterre décidément le schéma lui proposé par la CENCO et l'ECC.

Félix Tshisekedi, renchérit **LA TEMPÊTE DES TROPIQUES**, exclut donc la démarche menée par le cardinal Fridolin Ambongo et un groupuscule d'évêques catholiques auxquels s'est joint l'actuel responsable de l'Eglise du Christ au Congo.

Pour la société civile, renchérit **INFOS27**, ces disparitions massives constituent une violation grave des droits humains et alimentent un exode de la population.



La communauté internationale est appelée à exiger des comptes à la rébellion.

## Politique

Le bras de fer politique se durcit en RDC.



Dans une déclaration cinglante, parvenue hier mardi à **AFRICANEWS**, le Cadre de concertation des forces politiques et sociales a vigoureusement protesté contre les conditions fixées par le Président Félix Tshisekedi pour la tenue d'un dialogue politique au pays. La structure, dans sa déclaration, a catégoriquement rejeté les modalités fixées unilatéralement par le Président Tshisekedi.

De son côté le parti politique ENVOL de Denis Sesanga exprime ses réserves et appelle à un cadre réellement inclusif. Tenant compte de la gravité de la situation politique, sécuritaire et humanitaire que traverse la RDC, l'Envol rapporte **"Potentiel"**, estime qu'un dialogue politique authentique ne peut être crédible s'il repose sur des conditions arrêtées de manière unilatérale.

## Politique de la Ville

**La Prospérité** s'intéresse à l'opération de contrôle des documents lancée par le Gouverneur de la Ville de Kinshasa qui soulève des inquiétudes croissantes parmi les usagers de la route.



Si l'objectif avoué est d'assainir l'environnement administratif, force est de constater que la mise en œuvre de cette initiative semble entraver davantage que favoriser la régularisation des situations administratives.

Des kidnappeurs sèment à nouveau la terreur à Kinshasa. A en croire **LA TEMPÊTE DES TROPIQUES**, le phénomène kidnapping refait surface dans la ville province de Kinshasa, faisant ainsi des victimes au sein de la population. Cette forme de criminalité serait entretenue par un groupe d'hommes armés et cagoulés opérant souvent la nuit, à bord des véhicules 4x4 ou des voitures de type ketch.

# Presse en Ligne



relate, **Multiple événements politiques, sécuritaires et sociaux ce 3 février 2026**

Actu30

Titre : **Tensions politiques et avancées sécuritaires dominant l'actualité**



Selon ACTU30.CD, l'actualité politique congolaise du 3 février 2026 est marquée par les critiques du parti ENVOL dirigé par Delly Sesanga, qui rejette le format du dialogue politique proposé par le président Félix-Antoine Tshisekedi, dénonçant son manque d'inclusivité. Sur le plan économique, la campagne agricole de saison B est lancée en province de Lomami, tandis que des travaux de réhabilitation de la route Kindu-Kibombo ont débuté dans le Maniema. Le média relate également une coopération diplomatique entre la RDC et les Émirats arabes unis pour la formation diplomatique et appuie militaro-sécuritaire en Sud-Kivu, où plus de 30 rebelles du M23 ont été neutralisés par les FARDC à Fizi.

**Observation : ACTU30.CD reflète une actualité où les débats politiques internes et les questions de sécurité restent centraux, tout en soulignant des efforts de redynamisation économique locale et des coopérations externes qui influencent le climat politique et social national.**



ACTUALITE.CD rapporte une diversité d'actualités ce 3 février 2026, avec un focus sur la santé publique, la sécurité et la vie politique. Un des faits notables est la notification de 245 nouveaux cas de Mpox en RDC, signalant des défis sanitaires persistants. Dans l'arène politique, Colette Tshomba a plaidé pour l'exclusion des groupes rebelles du dialogue national pour affaiblir leur influence, tandis que des incidents sécuritaires — notamment des attaques de l'AFC/M23 — sont recensés dans plusieurs localités comme Rutshuru et Walikale. Sur le plan économique ou social, la signature d'un protocole d'entente pour le projet Grand Inga avec la France est rapportée, et plusieurs affaires judiciaires ou initiatives sociales sont mises en lumière, reflétant une RDC en pleine effervescence politique et sociale.

**Observation : ACTUALITE.CD montre une RDC où la santé, la sécurité et la diplomatie internationale occupent une place importante dans le débat public, avec une solide couverture des questions structurant l'agenda national du moment.**



7SUR7.CD

## informe : **Accords économiques, défis sanitaires et faits divers marquent l'actualité nationale**

Le journal 7SUR.CD couvre plusieurs faits marquants de l'actualité congolaise ce 3-4 février 2026. Il met en avant un important accord d'investissement de plus de 10 milliards USD conclu entre la RDC et les Émirats arabes unis, renforçant la coopération économique et ouvrant des perspectives de développement pour divers secteurs publics et privés. Le média rapporte aussi une situation sanitaire préoccupante au Sud-Kivu, avec plus de 2 300 cas de choléra et 33 décès, ainsi que d'autres foyers dans le Haut-Katanga. Sur le plan sportif, la section basket met en lumière la préparation des Léopards en vue des qualifications, tandis qu'un déraillement de train à Kalemie a causé la mort de plusieurs personnes, soulignant les défis persistants en matière de sécurité et d'infrastructures.

**Observation :** L'actualité rapportée par 7SUR.CD reflète une RDC à la fois engagée dans la dynamique de croissance économique internationale et confrontée à des défis majeurs de santé publique et d'infrastructures, ce qui illustre l'équilibre délicat entre opportunités et difficultés nationales.



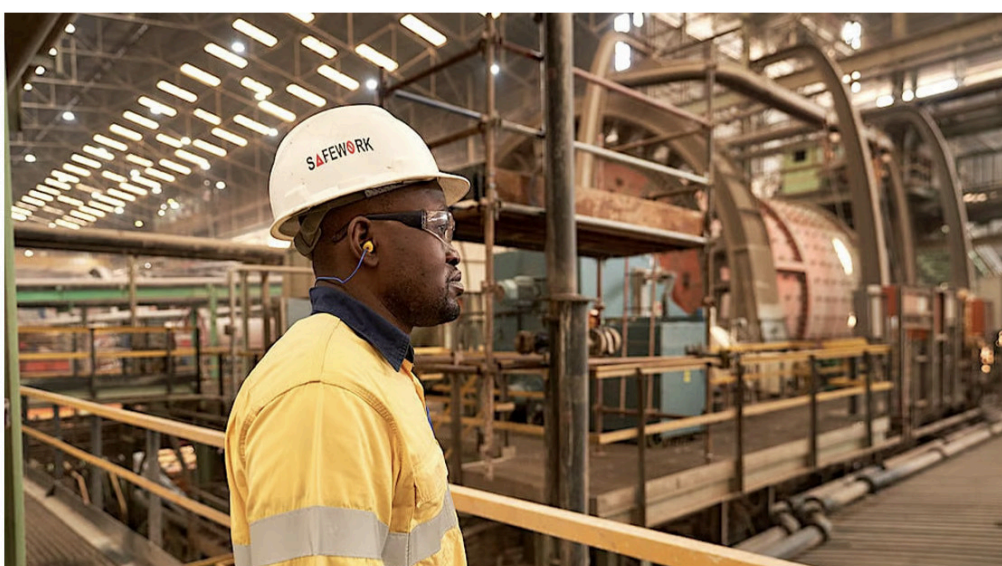
## titre : **Accords internationaux et initiatives nationales marquent l'actualité congolaise**

Selon l'Agence Congolaise de Presse (ACP), l'actualité principale en ce 3 février 2026 est la signature de l'accord économique global entre la RDC et les Émirats arabes unis, qui vise à renforcer la coopération et à lutter contre les réseaux mafieux dans le secteur minier, promouvant ainsi la bonne gouvernance économique. L'agence souligne aussi la signature de protocoles de partenariat avec la France et d'autres mesures de formation professionnelle pour le personnel de l'administration publique. Sur le plan provincial, des initiatives diverses en matière de développement rural, de sensibilisation sanitaire et de sport sont reportées, témoignant d'une activité soutenue des institutions dans différents secteurs sociaux.

**Observation :** L'ACP met l'accent sur les avancées diplomatiques et institutionnelles du pays, soulignant des actions concrètes de coopération internationale et des efforts internes pour impulser le développement socio-économique.

# Presse Internationale

annonce : **Glencore ajuste sa stratégie sur le cobalt de RDC, face aux incertitudes commerciales de moyen terme**



Le géant minier Glencore ajuste sa stratégie sur le cobalt de la RDC face à des incertitudes commerciales à moyen terme, notamment liées aux fluctuations de la demande et aux exportations. Il adapte ses opérations et ses plans d'exportation de cobalt pour mieux répondre aux conditions du marché et à la politique congolaise, tout en continuant à collaborer avec les acteurs locaux.

**Observation :** L'adaptation de Glencore à un contexte d'incertitudes commerciales montre que la politique congolaise de régulation de l'exportation de cobalt encourage les entreprises à revoir leurs modèles économiques. Cela peut renforcer la capacité de la RDC à mieux contrôler ses ressources stratégiques, accroître la valeur ajoutée locale et stabiliser les prix du cobalt sur le long terme, soutenant ainsi une relance économique plus durable.

**jeuneafrique** informe, **Dans la Copperbelt, KoBold Metals teste la reconquête minière américaine en Afrique**

La société américaine KoBold Metals teste une reconquête minière en Afrique, notamment dans la Copperbelt et la RDC, en misant sur l'intelligence artificielle et le soutien politique étasunien pour explorer des minerais stratégiques comme le lithium et le cuivre. L'entreprise vise à investir dans la région et à devenir un acteur clé du secteur, renforçant l'attractivité de la RDC pour les capitaux étrangers.

**Observation :** L'intérêt de grandes entreprises technologiques internationales comme KoBold Metals illustre que la RDC est perçue comme une destination stratégique pour les investissements miniers.

titre : **Après le drame de Rubaya, les familles veulent des réponses**



Après l'effondrement meurtrier d'une mine de coltan à Rubaya (Nord-Kivu, RD Congo), des dizaines voire centaines de familles vivent dans l'incertitude, sans informations claires ni prise en charge après la catastrophe. Les travailleurs artisanaux, sans contrats ni sécurité, sont morts ou blessés dans des tunnels fragiles. Les autorités locales ont fermé le site pour permettre les secours, mais aucune enquête ou compensation n'est encore amorcée, laissant les proches sans réponses.

**Observation :** Ce drame met en lumière les conditions dangereuses de l'exploitation minière artisanale dans l'est de la RDC, l'absence de protections sociales pour les travailleurs et la responsabilité partagée entre autorités, acheteurs de minerais et groupes armés dans l'insécurité et l'exploitation des ressources.

**La Libre** relate , **La dernière colonie d'Afrique vient de déclarer son indépendance : "La guerre est toujours une réalité dans notre enclave"**

L'enclave de Cabinda, séparée du reste de l'Angola et riche en pétrole, a proclamé unilatéralement son indépendance le 2 février 2026. Ce territoire, annexé par l'Angola après le départ des Portugais en 1975, est marqué depuis cinquante ans par un conflit entre mouvements séparatistes et pouvoir central. De nombreux Cabindais vivent aujourd'hui dans des camps de réfugiés au Congo-Kinshasa et au Congo-Brazzaville, tandis que la guerre demeure une réalité quotidienne.

**Observation :** Cette proclamation montre que certains héritages coloniaux restent non résolus en Afrique.

**Le Monde** titre: **Claude Muhayimana, condamné en première instance pour « complicité de génocide », revient devant la Cour d'assises de Paris**

Claude Muhayimana, un Franco-Rwandais déjà condamné en décembre 2021 à 14 ans de prison pour « complicité de génocide » et « crimes contre l'humanité » pour avoir transporté des miliciens vers des lieux de massacre lors du génocide des Tutsi en 1994, est de nouveau jugé en appel devant la cour d'assises de Paris. Il encourt désormais la réclusion criminelle à perpétuité dans ce procès qui se déroule en février 2026.

**Observation : Ce nouveau procès illustre la longue quête de justice internationale des rescapés du génocide des Tutsi, démontrant l'importance de la compétence universelle pour poursuivre les responsables de crimes atroces, même des décennies après les faits.**

**Liberation** titre : **La vie d'un Congolais ne pèse rien dans les calculs du pouvoir» : dans l'ouest de la RDC, trois ans d'exactions sous-médiatisées.**



Dans l'ouest de la RDC, loin du front du Kivu, la milice Mobondo mène depuis trois ans des attaques meurtrières contre les civils, jusque près de Kinshasa. Ces violences restent peu médiatisées et plongent les populations dans la peur et l'insécurité. Le meurtre récent d'un ressortissant congolais de la diaspora illustre la gravité de la situation et la souffrance silencieuse des familles touchées par ces exactions répétées.

**Observation : La reconnaissance publique de ces violences et leur médiatisation croissante peuvent renforcer l'action de l'État pour restaurer la sécurité, protéger les civils et montrer sa détermination à reprendre le contrôle des zones affectées par les milices.**

**TV5 MONDE** titre, **Je vais pouvoir rentrer chez moi": en RD Congo, la reprise du trafic sur le lac Tanganyika soulage les riverains.**



Après six semaines de fermeture due à l'occupation rebelle d'Uvira, le trafic lacustre a repris sur le lac Tanganyika dans l'est de la République démocratique du Congo. Cette reprise du transport par bateau permet aux habitants de rentrer chez eux, d'accéder aux biens de première nécessité et de relancer les échanges entre communautés riveraines, ce qui apporte un soulagement notable aux populations affectées par les perturbations.

**Observation : La relance du trafic sur une voie de transport essentielle comme le lac Tanganyika est un signe positif de retour progressif à la vie normale dans certaines zones affectées par les conflits. Cela rappelle l'importance des infrastructures de transport pour la cohésion sociale, l'accès aux marchés et la résilience des populations locales face aux crises humanitaires.**



titre : **Le gouvernement congolais et l'AFC/M23 précisent l'accord-cadre pour la paix signé à Doha**



Le gouvernement congolais et l'Alliance Fleuve Congo/M23 ont précisé à Doha les modalités de l'accord-cadre de paix signé précédemment dans la capitale qatarienne, en réaffirmant leur engagement à mettre en œuvre de bonne foi le cessez-le-feu et les obligations du cadre de paix. Ce texte vise à consolider le dialogue et le suivi du cessez-le-feu dans l'est de la RDC, sous médiation internationale.

**Observation :** La clarification et la mise en œuvre de l'accord-cadre à Doha montrent que la diplomatie congolaise est active et constructive dans la recherche d'une paix durable. En travaillant avec des médiateurs internationaux (Qatar, Union africaine) et en engageant le M23 dans un processus structuré, Kinshasa renforce sa légitimité politique, démontre sa capacité à négocier sous pression et crée les conditions d'un retour progressif de la stabilité dans l'est du pays — un élément clé pour la sécurité, l'économie et la coopération régionale.



titre : **Insécurité constante et brouillard diplomatique dans l'est de la RDC**



Dans l'est de la RDC, l'insécurité reste constante, marquée notamment par une récente attaque de drones kamikazes contre l'aéroport de Kisangani, attribuée au M23, montrant une escalade du conflit et un saut qualitatif des moyens rebelles. Sur le plan diplomatique, un « brouillard » persiste, avec des médiations africaines relancées (Union africaine, Angola) après l'échec de précédents processus de paix, tandis que Kinshasa intensifie ses efforts diplomatiques et contrats économiques pour transformer le conflit en levier de stabilité et développement.

**Observation :** La persistance de l'insécurité met en évidence la complexité du conflit dans l'est, mais le fait que la RDC mobilise activement des partenaires africains et internationaux pour relancer le dialogue et l'accord de paix témoigne d'une diplomatie proactive. Cela peut renforcer la crédibilité de Kinshasa sur la scène internationale, encourager des appuis multilatéraux pour une paix durable et renforcer sa stratégie visant à associer sécurité et développement économique.

## **ACTIONS DU MINISTRE DE LA SANTE – Dr ROGER KAMBA**



Sous la direction du Ministre de la Santé, Dr Roger Kamba, le gouvernement a renforcé la régulation sanitaire afin de protéger la population contre les pratiques médicales dangereuses. L'une des mesures majeures adoptées est l'interdiction du BBL (Brazilian Butt Lift) en RDC, une intervention esthétique identifiée comme l'une des plus mortelles au monde en raison de risques élevés d'embolie graisseuse, d'infections graves et de complications postopératoires. Le Dr Kamba a agi après avoir constaté l'augmentation de cliniques clandestines, d'interventions réalisées sans standards médicaux et de matériels importés illégalement. Cette interdiction vise à sauver des vies, protéger les femmes exposées à des pressions esthétiques destructrices et mettre fin aux pratiques médicales non sécurisées. Parallèlement, le ministre a lancé des audits des structures sanitaires, renforcé les inspections, rehaussé les normes d'agrément et priorisé la formation continue du personnel médical. Il s'emploie également à moderniser la chaîne d'approvisionnement en médicaments, lutter contre la contrefaçon pharmaceutique et améliorer la couverture sanitaire. L'action du Dr Kamba affirme clairement que la santé et la sécurité de la population sont au cœur de la réforme gouvernementale.

## **ACTIONS DU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE – Jean-Pierre LIHAU**



Le Ministre de la Fonction publique, Jean-Pierre Lihau, pilote une réforme profonde destinée à moderniser et professionnaliser l'administration publique congolaise. Son action s'articule autour de trois priorités : la maîtrise des effectifs, l'assainissement de la paie et la valorisation du mérite. Lihau poursuit la lutte contre les agents fictifs et les doublons dans les fichiers de l'État grâce au fichier unique biométrique, ce qui permet de sécuriser les salaires et d'éliminer les fraudes. Il a également lancé des opérations de mise à la retraite pour les agents ayant atteint l'âge légal, tout en ouvrant la voie à l'intégration de jeunes talents dans l'administration. Le ministre insiste sur la formation continue des fonctionnaires, afin d'améliorer leurs compétences et leur performance dans la gestion publique. Son approche repose sur une administration disciplinée, où les avancements se font selon les règles et non selon les réseaux. Jean-Pierre Lihau veut instaurer une Fonction publique moderne, efficiente, digitalisée, où la transparence et la compétence deviennent les fondements de l'action de l'État et de la qualité des services rendus aux citoyens.

## ACTIONS DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE – Mukoko SAMBA



Le Ministre de l'Économie nationale, Mukoko Samba, concentre son action sur la stabilité des prix, la protection du pouvoir d'achat et la régulation du marché intérieur. Il veille à ce que les produits de première nécessité restent accessibles, en surveillant les mouvements des prix, en luttant contre la spéculation et en renforçant les contrôles économiques dans les provinces. Mukoko Samba engage également un travail de concertation avec les opérateurs économiques pour améliorer l'approvisionnement national, favoriser la concurrence loyale et résoudre les situations de pénurie. Face aux comportements abusifs observés dans certains secteurs, le ministre s'attelle à sanctionner les entreprises qui pratiquent la surfacturation ou les ententes illicites. Il met en place des mécanismes de transparence des prix, ainsi que des plateformes de dialogue pour encourager les investissements nationaux et assurer un climat économique plus stable. Son action inclut aussi l'accompagnement des PME locales, afin de stimuler la production nationale et réduire la dépendance aux importations. Mukoko Samba incarne ainsi une ligne ferme : un marché régulé, une économie plus saine, et une meilleure protection du consommateur congolais.

## DES AVANCÉES RENDUES POSSIBLES GRÂCE À L'IMPULSION DE KUTINO



Les récentes actions du gouvernement à Kinshasa s'inscrivent dans une dynamique de réformes accélérées, rendues possibles notamment grâce à l'impulsion stratégique et à l'influence mobilisatrice de Kutino. À travers son plaidoyer constant pour une gouvernance responsable, axée sur l'ordre, la discipline et la justice sociale, Kutino a contribué à recentrer le débat public sur l'essentiel : l'efficacité de l'État au service du citoyen.

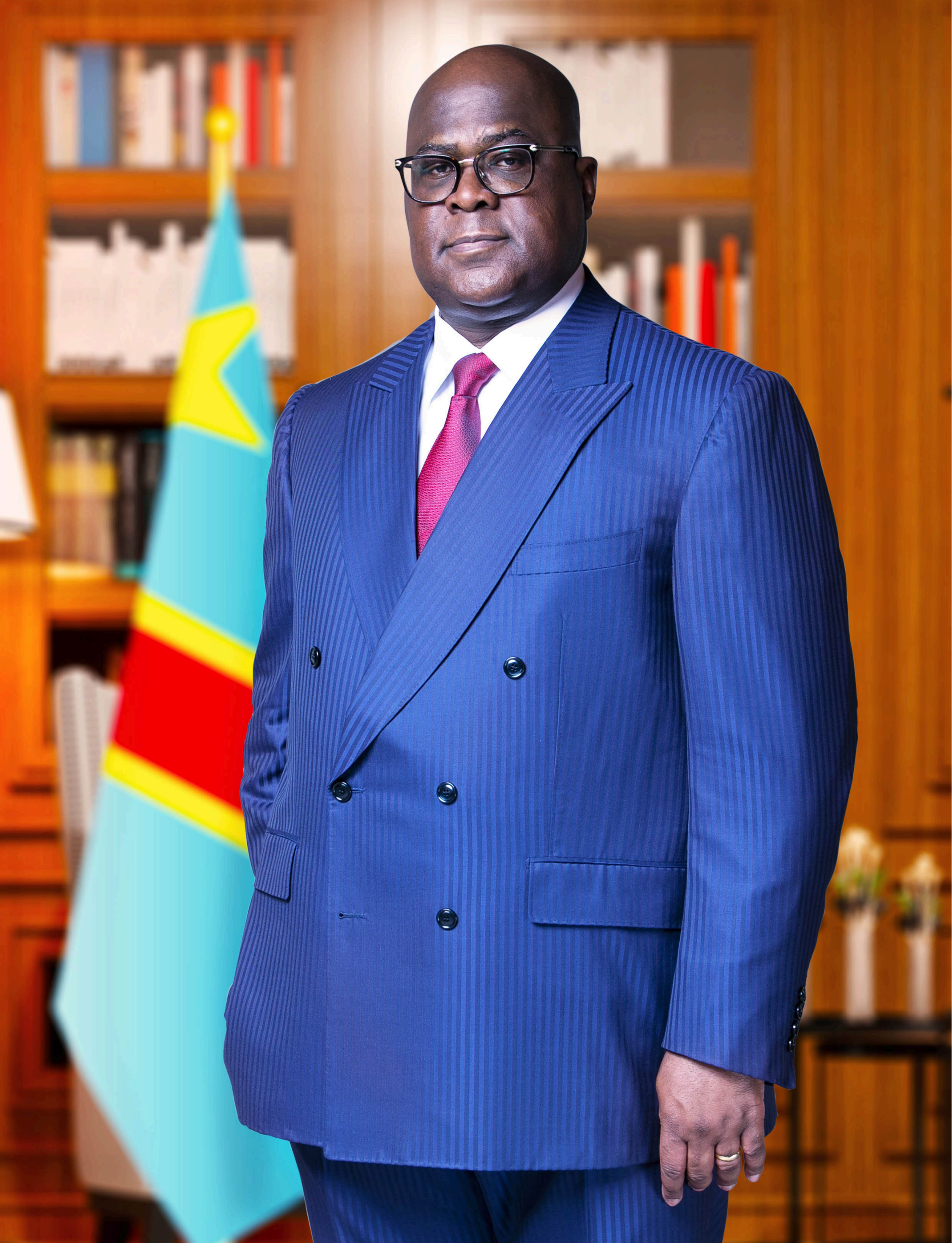
Sous cette dynamique, le gouvernement a intensifié les actions de sécurisation urbaine, renforcé la coordination des services publics et relancé plusieurs projets d'assainissement et de réhabilitation des infrastructures de base. La lutte contre les anti-valeurs, la rationalisation de la gestion administrative et l'amélioration de la communication institutionnelle figurent également parmi les priorités mises en œuvre.

Grâce à cette pression morale et citoyenne portée par Kutino, les autorités sont davantage appelées à rendre compte, à agir avec célérité et à produire des résultats visibles. Cette synergie entre leadership d'opinion et action publique contribue progressivement à restaurer la confiance entre l'État et la population.



CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
SERVICE PERSONNEL  
CELLULE DE COMMUNICATION

**Felly KABALA TSHIMANGA**  
*Chargé de la Veille Communicationnelle*



**Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**  
Président de la République Démocratique du Congo



**CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
SERVICE PERSONNEL**

**CELLULE DE COMMUNICATION**



[www.presidence.cd](http://www.presidence.cd)